



Bulletin trimestriel du Programme de la statistique culturelle

N° 87-004-XIF au catalogue

Vol. 12, n° 2

Profil des principales entreprises indépendantes de production cinématographie, vidéo et audiovisuelle au Canada, de 1988-1989 à 1997-1998

Michael Pedersen, gestionnaire de projet, film et vidéo

Au cours des dix dernières années, les entreprises indépendantes de production cinématographique, télévisuelle et vidéo sont devenues une grande et dynamique industrie au Canada. Les producteurs canadiens de télévision ont pris une place plus importante tant sur le marché canadien qu'à l'étranger. Les exportations de productions télévisées ont fait un bond. La production de films de cinéma a également connu une croissance, bien que ce secteur de l'industrie demeure beaucoup plus modeste que celui de la télévision. Deux autres secteurs de l'industrie, ceux des annonces télévisées et des vidéos promotionnelles et éducatives, sont hautement spécialisés. De plus, ils ont tendance à fonctionner de manière autonome, sans grande interaction avec les secteurs du cinéma et de la télévision. La production d'annonces télévisées et de vidéos a affiché une croissance modérée.

Dans le présent article, nous comparons sur une période de 10 ans à compter de l'année d'enquête 1988-1989 les dix plus grands producteurs — classés selon les recettes de production — avec tous les autres producteurs, selon certaines caractéristiques. Nous examinons l'importance relative de ces deux groupes et les tendances significatives. Nous tâchons également d'expliquer les facteurs ayant contribué à l'établissement d'un groupe dominant de producteurs et la façon dont ils ont transformé l'industrie.

Importance des dix principaux producteurs

Si l'on prend leur nombre en considération, les plus grands producteurs obtiennent une part tout à fait disproportionnée des recettes de production (tableau 1). En effet, en 1997-1998, les recettes de production des dix principaux producteurs indépendants ont atteint 647 millions de dollars, comparativement à 477,4 millions de dollars pour les 691 autres producteurs ayant participé à l'Enquête sur la production cinématographique, vidéo et audiovisuelle de Statistique Canada.

En outre, la figure 1 fait état d'une augmentation marquée de la domination des plus grands producteurs au cours de la dernière décennie. De 1988-1989 à 1991-1992, les dix principaux producteurs se partageaient quelque 40 % des recettes de production. Par la suite, l'importance relative des plus grands

producteurs s'est nettement accrue, au point où ils ont réalisé 58 % des recettes de production de l'industrie en 1997-1998.

Au cours de la décennie prenant fin en 1997-1998, environ les trois quarts de la croissance totale des recettes de production, qui sont passées de 532,9 millions de dollars à 1,1 milliard de dollars, étaient attribuables aux dix principaux producteurs. La contribution apportée par les plus grands producteurs à l'industrie est particulièrement importante depuis 1992-1993, année où l'industrie dans son ensemble — particulièrement le groupe des dix principaux producteurs — a amorcé une croissance plus rapide (figure 1). Bien que les autres entreprises de production aient continué de croître à un taux annualisé de 4 %, les dix principaux producteurs ont fait beaucoup mieux en progressant de 12 %.

Même parmi les dix principaux producteurs, quelques entreprises sont beaucoup plus importantes que les autres. En outre, les cinq principaux producteurs ont obtenu plus des quatre cinquièmes des recettes de production du groupe et près de la moitié du total de l'industrie.

Bien que les principaux intervenants continuent de dominer, on observe de grands changements chez les entreprises classées parmi les dix premières. Ainsi, seulement 2 des entreprises qui comptaient parmi les dix principales en 1988-1989 en faisaient encore partie en 1997-1998. En 1988-1989, 6 autres entreprises participaient à l'enquête, mais elles ne figuraient pas au nombre des dix principales. Certaines entreprises dont les recettes ont baissé ont cédé la place qu'elles occupaient parmi les dix premières à d'autres entreprises en expansion.

Dans le présent numéro...

Profil des principales entreprises indépendantes de production cinématographie, vidéo et audiovisuelle	1
La pratique des sports au Canada en 1998	3
Croissance des emplois dans le secteur culturel	6
Données provinciales: L'édition et la diffusion exclusive de livres et l'écoute de la radio	7

Tableau 1

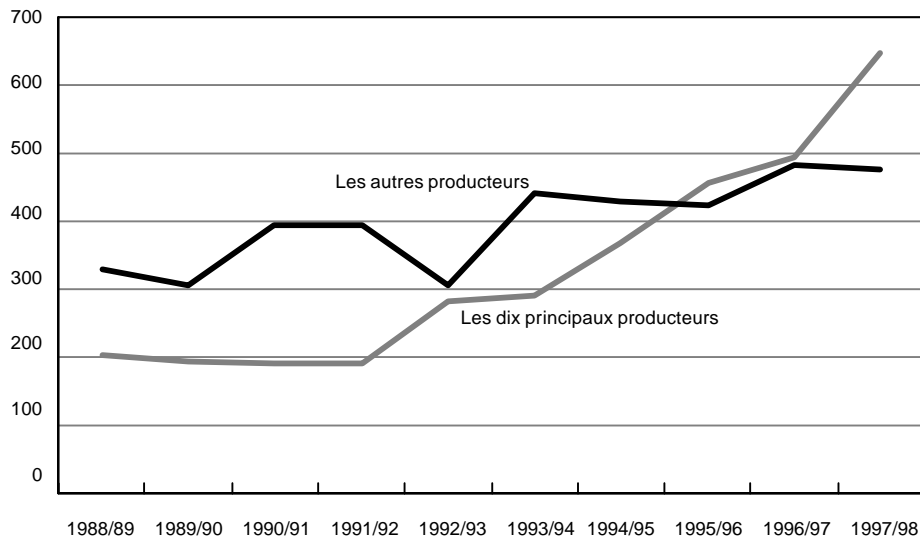
Certaines statistiques relatives à la production cinématographique, vidéo et audiovisuelle, de 1988-1989 à 1997-1998

	Dix principaux producteurs		Taux de variation	Autres producteurs		Taux de variation
	1988-1989	1997-1998	1988-1989 à 1997-1998	1988-1989	1997-1998	1988-1989 à 1997-1998
Recettes de production (en millions de \$)	202,6	647,0	219,3	330,2	477,4	44,6
Télévision	106,1	324,4	206,1	100,9	180,4	78,8
Cinéma	18,3	36,4	98,9	9,4	17,2	83,0
Annonces télévisées	61,0	57,8	-5,2	82,1	116,1	41,4
Autres activités de production ¹	17,3	228,4	1,220,2	137,8	163,7	18,8
Recettes totales (en millions de \$)	213,6	838,5	288,9	415,8	589,2	41,7
Exportations (en millions de \$)	54,4	370,9	581,8	26,1	52,6	101,5
Productions télévisées	37,2	226,5	508,9	18,0	27,4	52,2
Autres	17,2	144,4	739,5	8,1	25,2	212,1
Dépenses totales (en millions de \$)	196,7	781	297,1	410,1	545,3	33,0
Traitements, salaires, avantages sociaux, honoraires des pigistes	65,5	123,6	88,7	139,9	185,9	32,9
Autres	131,2	657,4	401,1	270,2	359,4	33,0
Nombre d'emplois à plein temps	412	1 544	274,8	2 456	2 461	0,2

¹ Ces activités comprennent la production de vidéos éducatives, gouvernementales et promotionnelles, ainsi que le travail de production dans le secteur des services de télévision et de cinéma.

Figure 1. Comparaison des recettes de production entre les dix principaux producteurs et les autres, 1988-1989 à 1997-1998

En millions de \$



La très vaste majorité des producteurs participant à l'enquête sont sous contrôle canadien. À chacune des dix dernières années, moins de 1 % des plus petites entreprises appartenaient à des intérêts étrangers. À chaque année d'enquête, jamais plus de 1 entreprise parmi les dix principales n'était sous contrôle étranger.

Rien à voir avec les fusions

La croissance phénoménale qu'ont connue les dix plus grands producteurs indépendants au Canada de 1988-1989 à 1997-1998 n'a rien à voir avec les fusions

de plus petites entreprises en grandes sociétés de production. Il y a bien quelques cas où de grands producteurs ont acquis de plus petites entreprises de production, mais la croissance des principales entreprises est surtout attribuable à l'expansion de leurs activités¹.

La télévision, moteur de la croissance de l'industrie

Quelles activités expliquent la poussée de croissance de l'industrie en général et des dix principales entreprises en particulier? Les données démontrent que les

productions télévisées, surtout celles qui sont destinées au marché d'exportation, ont été le moteur de la croissance de l'industrie.

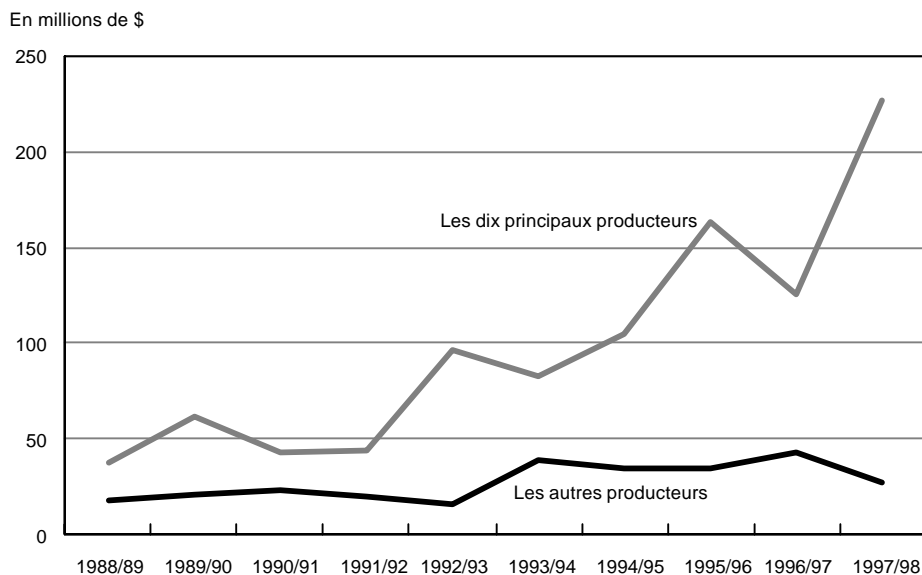
Comme l'illustre la figure 2, les principaux producteurs ont augmenté la part qu'ils détenaient du marché de la production télévisée. Au cours de la dernière décennie, ils ont été les grands artisans de la croissance de la production indépendante pour la télévision au Canada. Alors que les recettes des petits producteurs au chapitre du matériel destiné à la télévision ont atteint 180,4 millions de dollars en 1997-1998, celles des dix principaux producteurs ont triplé pour se chiffrer à 324,4 millions de dollars.

La croissance de 298 millions de dollars enregistrée au chapitre de la production télévisée au cours des 10 dernières années — dont les trois quarts reviennent aux dix plus grands producteurs — représente plus de la moitié de la croissance des recettes de production². Neuf des dix principales entreprises se spécialisaient dans la production télévisée, ce qui signifie que leurs recettes de production provenaient surtout de la production de matériel pour la télévision.

¹ À noter que cette analyse ne tient pas compte des fusions survenues après l'année d'enquête 1997-1998.

² Si l'on suppose que la télévision n'entre pas dans la catégorie « Autre » non précisée des recettes de production.

Figure 2. Exportations de productions télévisées, 1988-1989 à 1997-1998



Les exportations

Malgré l'expansion du marché intérieur au cours des 10 dernières années, les principales hausses des recettes de production sont survenues sur le marché d'exportation. En fait, 58 % de la croissance des recettes de production proviennent des ventes à l'étranger. En 1988-1989, les exportations ne représentaient que 15 % des recettes de production, soit 80,5 millions de dollars. En 1997-1998, elles en représentaient 38 %, à savoir 423,5 millions de dollars. C'est sur la vente d'émissions de télévision que repose la croissance des exportations, près de 60 % de cette croissance découlant de telles ventes.

La croissance des exportations a été spectaculaire chez les dix principaux producteurs. Au cours de la période de 1988-1989 à 1997-1998, ces derniers ont presque multiplié leurs exportations par sept, tandis que les autres producteurs ont doublé les leurs. Les exportations de productions télévisées ont au moins sextuplé chez les dix principales entreprises, alors qu'elles ont augmenté d'au moins 50 % chez les autres producteurs.

Cette amélioration cruciale de la capacité de vendre des émissions de télévision sur les marchés étrangers s'est accompagnée d'une forte croissance des budgets consacrés aux productions télévisées. Les dépenses moyennes pour la production d'émissions humoristiques et dramatiques destinées à la télévision sont passées de 5,2 millions de dollars par série en 1988-1989 à 9,2 millions de dollars par série en 1997-1998, ce qui se traduit par

une augmentation de 77 %. Dans l'intervalle, l'indice des prix à la consommation progressé que de 27%. De toute évidence, la hausse des frais de production a été financée dans une large mesure par les ventes à l'exportation, mais une amélioration des valeurs de production a sans doute été nécessaire aussi aux préventes sur les marchés étrangers.

Selon des données récentes, au moins la moitié des exportations étaient destinées aux États-Unis. Les principaux producteurs comptaient légèrement plus sur ce marché que les autres producteurs.

Les dix principaux producteurs tirent 99 % de leurs recettes étrangères des droits d'auteur sur leurs productions, alors qu'une part importante des recettes étrangères des plus petits producteurs provient de la prestation de services (12 %) et de la vente de publicité (12 %).

Entre-temps, la vente de films de cinéma suivait sa propre tendance. Les recettes tirées des films de cinéma ont doublé pendant la période de 1988-1989 à 1997-1998, malgré d'importantes fluctuations au cours des années intermédiaires. Au début comme à la fin de la période, les dix principaux producteurs se partageaient environ les deux tiers des ventes de films de cinéma.

Les spécialités des plus petits producteurs

Les plus petites entreprises continuent de dominer dans deux secteurs de production, à savoir ceux de la publicité et des vidéos promotionnelles. Alors que les ventes

d'annonces télévisées sont passées de 143,1 millions de dollars en 1988-1989 à 173,9 millions de dollars en 1997-1998, la part détenue par les dix principales entreprises a fléchi, passant de 43 % à 33 %. Le marché des ventes de vidéos promotionnelles, qui était contrôlé à plus de 90 % par les plus petits producteurs, n'a affiché aucune tendance persistante pendant la période de 10 ans à l'étude. Au cours de cette période, il s'est chiffré en moyenne à 68 millions de dollars par année.

Les plus petits producteurs demeurent les principaux employeurs

Les plus petits producteurs demeurent la source de la plupart des emplois au sein de l'industrie, bien que la part revenant aux dix principaux producteurs se soit accrue au cours des 10 dernières années. Chez les plus petits producteurs, le nombre d'emplois à temps plein est demeuré stable, c'est-à-dire à 2 400 environ, alors qu'il a triplé pour atteindre plus de 1 500 emplois dans le cas des dix principaux producteurs. Entre-temps, la rémunération des employés a augmenté de la moitié pour s'établir à 309 millions de dollars en 1997-1998. Là-dessus, la part versée par les grands producteurs a augmenté du tiers, pour se situer à 40 %.

La pratique des sports au Canada en 1998

Lucie Ogradnik, analyste de la recherche, Programme de la statistique culturelle

Le taux de pratique sportive des Canadiens a considérablement changé de 1992 à 1998. Selon les dernières données de l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada, par rapport à 1992, moins de Canadiens de 15 ans et plus ont dit avoir pratiqué un sport en 1998 (il s'agit d'une baisse de près de 11 points de pourcentage). En 1998, un tiers de la population adulte¹, soit 8,3 millions de Canadiens, a pratiqué régulièrement un sport, alors que 45 % de cette population (soit 9,6 millions de Canadiens) en faisaient autant en 1992. Cette diminution de la participation sportive a été généralisée, touchant les deux sexes ainsi que tous les groupes d'âge, provinces, niveaux de scolarité et tranches de revenu.

Cette tendance à la baisse ne signifie pas que les Canadiens ne s'adonnent à aucune activité sportive. Il est bien connu

¹ La population adulte est formée des Canadiens de 15 ans et plus.

que de nombreux Canadiens pratiquent diverses activités physiques, qu'ils participent, par exemple, à des cours de conditionnement physique, qu'ils font du jogging, du jardinage, de la marche rapide, etc. En fait, on a récemment déclaré une hausse des taux de l'activité physique. En outre, selon l'Enquête nationale sur la santé de la population de Statistique Canada, la plupart d'entre nous sommes actifs, plus de 9 Canadiens sur dix faisant de la marche, de l'exercice à la maison ou du jogging, nageant, jouant au hockey ou se livrant à une autre forme d'activité physique. En réalité, les Canadiens sont physiquement actifs, mais il s'agit dans le présent article de savoir s'ils pratiquent des sports en soi².

Divers facteurs économiques et sociaux peuvent expliquer la diminution de la pratique du sport, y compris le vieillissement de la population, les pressions économiques, le peu de temps à consacrer aux loisirs et la large gamme d'autres activités de loisir qui se disputent notre attention. L'augmentation du coût de l'équipement sportif et récréatif et des inscriptions et droits d'entrée est un facteur qu'il faut certainement prendre en compte. Selon l'Indice des prix à la consommation (IPC), entre 1992 et 1998, le prix des services et de l'équipement sportif et récréatif a augmenté de 11 %, alors que le prix total de tous les biens et services a bondi de 8,9 %.

D'aucuns pensent aussi que les modes de vie deviennent de plus en plus sédentaires au Canada en raison des progrès technologiques constants. Un plus grand nombre d'entre nous continuant à acheter des ordinateurs et à passer une plus grande partie de notre temps libre à naviguer dans Internet, le nombre d'heures à consacrer au sport et à d'autres activités physiques diminuera. L'inactivité physique pourrait bien en conséquence devenir une question de santé publique importante ayant des répercussions sur notre système de soins de santé déjà trop sollicité.

Plus d'hommes que de femmes s'adonnent à la pratique du sport

Il existe toujours une différence considérable entre le taux de pratique sportive des hommes et celui des femmes. Le taux des hommes continue d'être plus élevé que celui des femmes. En 1998, chez les adultes, 43 % des hommes ont déclaré avoir régulièrement pratiqué un sport, contre 26 % des femmes. Il semble que la différence entre le taux de pratique des hommes et celui des femmes augmente. En 1992, la différence entre les sexes s'établissait à 14 points de pourcentage, tandis qu'en 1998, elle était de 17 points de pourcentage.

La diminution du taux de pratique sportive des femmes pendant cette période de six ans contribue à l'élargissement de l'écart. Bien que tant la proportion des hommes que celle des femmes s'adonnant à des activités sportives aient diminué de 1992 à 1998, le taux de pratique des femmes a toutefois diminué davantage. En 1992, au sein de la population adulte, plus d'un tiers des femmes (38 %) ont dit pratiquer un sport. En 1998, c'était le cas de tout juste un peu plus du quart (26 %), ce qui représente une diminution de 12 points de pourcentage. Par comparaison, le taux de pratique sportive des hommes a chuté de 9 points de pourcentage entre 1992 et 1998.

Ce sont les jeunes qui s'adonnent le plus à la pratique du sport

Les tendances récentes montrent que la pratique d'un sport diminue plutôt radicalement avec l'âge. Plus la personne est jeune, plus elle est susceptible de pratiquer un sport. Les membres du groupe d'âge le plus jeune participant à l'enquête, les 15 à 18 ans, ont obtenu le taux de pratique sportive le plus élevé — près de 7 membres sur dix (68 %) s'étant adonnés à un sport au moins une fois par semaine en 1998 —, c'est-à-dire deux fois le taux national de 34 %. La pratique est passée à environ 5 personnes sur dix pour les 19 à 24 ans, à 4 personnes sur dix pour les 25 à 34 ans et à un peu moins de 2 personnes sur dix pour les 55 ans et plus.

Comme nous le savons tous, la population du Canada vieillit. Le baby-boom a eu des répercussions importantes sur la répartition selon l'âge et la structure de la population en général. De plus, les effets du baby-boom continueront de se faire sentir puisque le nombre de personnes âgées vivant au Canada s'accroîtra sensiblement au cours des 20 prochaines années. On peut par conséquent prévoir que ce changement démographique aura probablement des incidences négatives sur les taux de pratique sportive.

Les taux de pratique sportive sont élevés au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique

Les différences régionales et provinciales observées en 1992 quant aux taux de pratique sportive continuent d'exister en 1998. La pratique des sports s'accroît généralement d'est en ouest. Les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard et de Terre-Neuve ont obtenu les taux de pratique sportive les plus faibles, suivis par les résidents du Manitoba, du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario. Les taux des résidents de l'Alberta et de la Colombie-Britannique étaient supérieurs à la moyenne nationale, soit 37 % et 36 %

respectivement. C'est au Québec que le taux de pratique sportive était le plus élevé, près de 40 % des résidents pratiquant régulièrement un sport. Cependant, comme c'est le cas pour toutes les provinces, il s'agissait d'une chute par rapport à la pratique sportive enregistrée il y a six ans.

La pratique sportive augmente à mesure que le niveau de scolarité et le revenu s'accroissent

Les données indiquent aussi que plus le niveau de scolarité est élevé, plus le taux de pratique sportive est grand. En 1998, près de la moitié (46 %) des titulaires d'un diplôme universitaire s'adonnaient à des activités sportives, contre moins d'un tiers (29 %) des personnes ayant fait tout au plus des études secondaires partielles. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette relation. Il se peut, par exemple, que plus une personne est scolarisée, plus elle est au courant des bienfaits de la pratique du sport pour la santé. Il se peut, par contre, que l'âge ait plus d'influence, étant donné qu'en général le taux de pratique des jeunes est plus élevé que celui des autres groupes d'âge et que ceux-ci ont souvent atteint un niveau de scolarité plus élevé que leurs aînés.

Il en est de même pour le revenu du ménage et la pratique du sport. Plus le revenu du ménage est élevé, plus la participation sportive est grande. En 1998, la moitié des répondants (51 %) des ménages dont le revenu était de 80 000 \$ ou plus ont pratiqué un sport, contre le quart des répondants faisant partie de ménages dont le revenu était inférieur à 20 000 \$. Il est vrai qu'il faut posséder certaines ressources financières pour acheter l'équipement sportif nécessaire et pour payer les inscriptions et droits d'entrée. Par contre, il est possible de s'adonner à des sports comme le soccer, la natation et le basketball à peu de frais. Le facteur économique n'est peut-être donc pas le seul facteur en jeu. Les effets du niveau de scolarité et du revenu sont probablement interreliés. Il est difficile de déterminer quelle variable a le plus de répercussions sur les taux de pratique sportive sans entreprendre des analyses statistiques plus complexes.

Ce sont les élèves qui s'adonnent le plus à la pratique du sport

Les données de l'ESG révèlent que les taux de pratique varient selon les différents types d'activités professionnelles. Le taux de pratique sportive le plus élevé (64 %, c'est-à-dire presque deux fois la moyenne nationale) revient aux élèves,

² Les lignes directrices servant à déterminer si une activité physique est un « sport » ont été établies par Sport Canada, le partenaire finançant cette recherche.

qu'ils occupent un emploi ou non. Cette constatation n'est pas surprenante, étant donné que ce sont les jeunes de 15 à 24 ans qui s'adonnent le plus à la pratique du sport et qui sont les plus susceptibles de poursuivre encore des études. En ce qui concerne les autres catégories professionnelles, les données montrent que 40 % des travailleurs à temps plein ont déclaré pratiquer régulièrement un sport. Le taux chute à 33 % pour les personnes qui travaillent à temps partiel (moins de 30 heures par semaine) et à 23 % pour celles qui ne font pas partie de la population active.

Les sports que nous apprécions : le golf était le sport le plus populaire en 1998

En 1998, le golf déclassait le hockey à titre de sport le plus en vogue au Canada. Cette année-là, plus de 1,8 million de Canadiens (ou 7,4 % de la population adulte) ont dit jouer au golf régulièrement³, contre 1,3 million (5,9 %) en 1992. Au sein de la population adulte, ce sont surtout les hommes, lesquels formaient les trois quarts de tous les golfeurs, qui s'intéressent au golf. Leur nombre est passé de 912 000 en 1992 à 1,3 million six ans plus tard. Le nombre de golfeuses est beaucoup plus faible, mais encore impressionnant, près de 500 000 femmes ayant joué au golf en 1998. Presque 60 % des golfeurs et des golfeuses ont déclaré avoir joué une ou deux fois par semaine, alors que 20 % ont dit avoir joué au moins trois fois par semaine pendant la saison de golf.

Le hockey se classait au deuxième rang en 1998. Un million et demi de Canadiens adultes (6,2 % de la population adulte) ont dit jouer au hockey, soit sensiblement le même nombre (1,4 million, soit 6,4 %) qu'en 1992. Comme il fallait s'y attendre, 96 % des joueurs de hockey étaient de sexe masculin. Le baseball (5,5 %) et la natation (4,6 %) occupaient les troisième et quatrième rangs.

Les hommes et les femmes ne sont pas également intéressés aux mêmes sports, le hockey étant un bon exemple. La natation, le golf, le baseball et le volleyball sont les sports préférés des femmes de 15 ans et plus, alors que les hommes préfèrent le hockey, le golf, le baseball ou le basketball.

Un plus grand nombre de Canadiens que par le passé sont entraîneurs et arbitres pour le sport amateur

Alors que les données montrent que moins d'adultes canadiens que par le passé pratiquent activement un sport, en

³ Veuillez noter que les répondants pouvaient indiquer qu'ils ont pratiqué plus d'un sport.

Tableau 1

Profil des Canadiens adultes¹ qui ont pratiqué régulièrement un sport en 1998

	Total	
	En milliers	% de la population adulte pratiquant un sport
Groupe d'âge	8 309	34
15 à 18 ans	1 121	68
19 à 24 ans	1 235	51
25 à 34 ans	1 781	39
35 à 54 ans	2 937	31
55 ans et plus	1 234	20
Niveau de scolarité		
Études secondaires partielles ou moins	1 794	29
Études collégiales partielles/commerciales/ diplôme d'études secondaires	2 049	34
Diplôme/études universitaires partielles	2 522	41
Diplôme universitaire	1 900	46
Revenu familial		
Moins de 20 000 \$	581	25
20 000 \$ à 29 999 \$	479	26
30 000 \$ à 49 999 \$	1 465	34
50 000 \$ à 79 999 \$	1 833	41
80 000 \$ et plus	1 602	51
Province de résidence		
Terre-Neuve	119	27
Île-du-Prince-Édouard	27	25
Nouvelle-Écosse	248	33
Nouveau-Brunswick	194	32
Québec	2 288	38
Ontario	2 921	32
Manitoba	265	30
Saskatchewan	267	34
Alberta	833	37
Colombie-Britannique	1 147	36
Situation professionnelle		
Emploi à temps plein	4 544	40
Emploi à temps partiel	539	33
Élèves avec ou sans emploi	1 515	64
Ne faisant pas partie de la population active	1 562	23

¹ « Canadiens adultes » renvoie aux personnes de 15 ans et plus.

Le total de la population adulte du Canada pour chacune des catégories choisies sert au calcul des taux de participation.

Les estimations sont arrondies au millier près.

Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Source : Statistique Canada, Enquête sociale générale, 1998.

revanche, une plus grande proportion d'entre eux participent, quoique indirectement, en tant qu'entraîneurs et arbitres.

L'infrastructure sportive du Canada repose dans une grande mesure sur la participation de milliers de bénévoles. Un nombre incalculable d'hommes et de femmes de tout âge consacrent leur temps et leur énergie à soutenir le sport amateur. Le nombre de Canadiens qui sont entraîneurs pour le sport amateur a doublé, leur nombre, estimé à 840 000 (4 %) en 1992, est passé à 1,7 million (7 %) en 1998. Cette augmentation a eu lieu dans tous les groupes d'âge, à l'exception de celui des 55 ans et plus.

Dans le même ordre d'idées, le nombre de Canadiens participant comme arbitres,

officiels et juges, que l'on estimait à 550 000 en 1992, a atteint près de 940 000 en 1998. Ces chiffres représentaient près de 3 % de la population adulte en 1992 contre 4 % en 1998. Un changement est peut-être en train de se produire, la participation directe à un sport faisant place à une participation plus indirecte. Cette tendance découle probablement de plusieurs facteurs, dont la diminution du temps à consacrer à la pratique personnelle du sport, les responsabilités parentales et le vieillissement.

Les bienfaits du sport

Les chercheurs savent depuis longtemps que la pratique du sport contribue de façon positive à la santé et à la bonne forme physique des gens, que ses avantages se font largement sentir, et

que, par exemple, elle permet d'améliorer les aptitudes sociales, l'estime de soi et la capacité de leadership, et contribue à la gestion du stress.

Pour tenter d'évaluer la perception qu'ont les Canadiens adultes des avantages de la pratique du sport, on a ajouté une question au cycle de 1998 du supplément sur le sport de l'ESG. Plus précisément, les Canadiens ont été priés d'évaluer à quel point le sport leur apporte les bienfaits suivants : santé et forme physique, activités familiales, nouveaux amis / nouvelles relations et relaxation. Pour les Canadiens actifs⁴, la santé et la forme (71 %) ainsi que la relaxation (69 %) étaient les deux bienfaits les plus importants du sport. Les autres bienfaits, par exemple le sentiment d'accomplir quelque chose (57 %), les activités familiales (43 %) et les nouveaux amis /nouvelles relations (41 %) étaient considérés comme un peu moins importants.

Les raisons de ne pas pratiquer de sport

Pourquoi n'y a-t-il pas plus de Canadiens qui pratiquent un sport? La plupart d'entre nous sommes coincés par le temps et cela a probablement un effet sur la pratique sportive. Compte tenu de nos longs horaires bien remplis, il n'est pas surprenant que le « manque de temps » soit la raison la plus souvent donnée pour expliquer la non-participation. Près d'un tiers des Canadiens inactifs ont déclaré ne pas avoir de temps pour le sport. Venait ensuite le « manque d'intérêt », raison donnée par plus d'un quart (26 %) des non-participants, tandis que la « santé / blessures » et l'« âge » arrivaient toutes deux en troisième place, à 13 % chacune. L'absence d'installations nécessaires à la pratique du sport et l'absence de programmes se classaient au dernier rang des raisons données.

Les facteurs influençant peut-être les taux de pratique sportive

Compte tenu du rythme des progrès technologiques, du vieillissement de notre population, du peu de temps libre, de la concurrence que se livrent un nombre croissant d'activités de loisir, des conditions économiques changeantes et de la modification des goûts des consommateurs, il est étonnant qu'une activité de loisir, quelle qu'elle soit, y compris le sport, arrive à maintenir sa part de participants. Chacun de ces facteurs contribue à influencer la manière dont nous employons le temps et l'argent dont nous disposons, et ce à quoi nous consacrons nos efforts. Selon la dernière édition de *Entre le boom et l'écho 2000*, de David Foot,

« Un pays où domine une population jeune est une société de joueurs de tennis et de hockey. Un pays où domine une

population plus âgée est une société de jardiniers et de marcheurs. Ces occupations plus douces et plus individualistes remplacent les activités plus énergiques... faire du sport ou assister à des événements sportifs deviendront moins populaires. »

La difficulté, c'est d'arriver à comprendre et à prévoir certains de ces changements, puis à cibler les sports et les services que les nouvelles conditions réclameront.

⁴ « *Canadiens actifs* » renvoie à la population totale des 15 ans et plus qui ont dit avoir pratiqué régulièrement un sport au cours des deux mois précédant l'enquête.

□

Croissance des emplois dans le secteur culturel¹ : Le point sur la population active dans le secteur culturel, d'après l'Enquête sur la population active²

Jacqueline Luffman, Recherche et communications

En 1999, l'économie était dynamique et, bien que les consommateurs se soient intéressés aux articles de prix unitaire élevé, comme les automobiles, durant le premier trimestre de l'année, ils se sont tournés par la suite vers les services. En conséquence, on a enregistré des gains en ce qui concerne les emplois dans l'ensemble de la population active au cours de la dernière année, les emplois dans le secteur culturel n'ayant pas fait exception. En 1999, 14,5 millions de Canadiens travaillaient, dont 3,1 % dans le secteur culturel, soit 447 400 travailleurs (tableau 1).

L'engouement pour les produits canadiens a stimulé l'activité dans les usines de tout le pays. La croissance des emplois dans les industries manufacturières a donné le ton à l'ensemble du marché de l'emploi, particulièrement dans le secteur de l'informatique et des composantes électroniques. Les travailleurs du secteur culturel ont également bénéficié d'un taux d'emploi élevé et connu une croissance importante du nombre d'emplois comparativement à 1998 (+ 10 %), croissance qui s'est même avérée supérieure par rapport au début de la décennie (+ 23,4 %). Grâce à la santé de l'économie, le taux de chômage global a diminué par rapport à l'année précédente, passant de 8,3 % à 7,6 % (tableau 2). Le taux de chômage des travailleurs du secteur culturel, soit 3,8 %, était beaucoup plus bas que la moyenne nationale.

Presque toutes les disciplines culturelles ont vu leur taux d'emploi augmenter. Les gains les plus importants ont été enregistrés dans les secteurs de l'architecture (+ 23 %) et de l'imprimerie (+ 15,6 %). Les beaux-arts et le dessin publicitaire, les arts du spectacle et les emplois dans le domaine de l'audiovisuel ont également connu une croissance dynamique de l'emploi. En fait, les emplois dans les domaines du spectacle et de l'audiovisuel ont augmenté d'environ 10 000 (+ 12,6 %) par rapport à 1998. Ont fait exception à cette croissance les emplois dans les secteurs du patrimoine et des bibliothèques. Au cours des années 1990, on a observé des pertes importantes d'emplois à temps plein et à temps partiel chez les bibliothécaires et les bibliothécaires. Entre 1998 et 1999 seulement, on a enregistré une perte de 10 % des emplois. Une certaine réduction des emplois à temps partiel dans les musées et les galeries d'art a également été déclarée.

Croissance des emplois à temps plein dans le secteur culturel

Quels sont les types d'emplois culturels qui ont été créés en 1999? Une bonne croissance a été enregistrée à la fois pour les emplois à temps plein et les emplois à temps partiel. Les spécialistes de la recherche sur le marché du travail et les analystes des politiques contrôlent les emplois à temps plein, car la croissance de ces emplois est normalement interprétée comme le signe d'une économie saine. En général, les emplois à temps plein ont tendance à être plus stables, à commander un salaire plus élevé et à offrir de meilleurs avantages. Le nombre de personnes travaillant à temps plein dans l'ensemble de la population active a augmenté de 4,4 % entre 1998 et 1999. Cette croissance a été encore plus grande en ce qui a trait aux emplois à temps plein dans le secteur culturel. Seulement au

¹ Les travailleurs et les emplois du secteur culturel consistent en une liste de 43 occupations classées conformément au Système de classification type des professions de 1991. Ces occupations ont été choisies en fonction du Cadre canadien de la statistique culturelle et ont été utilisées par d'autres spécialistes de la recherche pour leurs travaux sur la population active dans le secteur culturel.

² Le Programme de la statistique culturelle a utilisé l'Enquête sur la population active qui fournit des données de référence annuelles en ce qui a trait à l'emploi depuis un certain nombre d'années. Les occupations sont les unités d'analyse utilisées ici aux fins de déterminer le nombre d'emplois offerts dans le secteur culturel. À cet égard, nous ne tenons pas compte des travailleurs des industries culturelles qui n'ont pas une occupation ou une profession « culturelle » définie. De plus, nous ne faisons pas la distinction entre les employés du secteur culturels qui travaillent à l'intérieur et ceux qui travaillent à l'extérieur des industries culturelles.

Tableau 1

Croissance de l'emploi dans presque toutes les disciplines culturelles comparativement à l'année précédente

Occupations	1999	% changement sur 1990	% changement sur 1998
Patrimoine et bibliothèques	42 736	-15,9	-9,9
Rédaction, édition et emplois connexes	56 300	27,6	3,9
Emplois dans le secteur de l'architecture	19 544	5,9	23,3
Emplois dans le secteur des arts de la scène et de l'audiovisuel	124 225	43,1	12,6
Beaux-arts et dessins publicitaires	137 330	31,0	13,6
Emplois connexes à l'imprimerie	67 267	17,2	15,6
Culture	447 396	23,4	10,0
Total	14 531 200	11,1	2,8
% travailleurs culturels	3,1		

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles

Tableau 2

Le taux de chômage reste inférieur à la moyenne nationale pour ce qui est des occupations dans le secteur culturel

Occupations	Taux de chômage		
	1990	1998	1999
Gestion	3,1	2,6	2,3
Affaires, finances et administration	5,1	3,9	3,9
Sciences naturelles et appliquées et emplois connexes	4,1	3,4	3,4
Santé	1,8	1,6	1,5
Sciences sociales, éducation, services gouvernementaux et religion	3	3,1	2,6
Vente et services	7,6	6,3	6,1
Métiers, transport et opérateurs d'équipement et emplois connexes	10,1	8,4	7,6
Occupations dans l'industrie primaire seulement	8,6	9,9	9,8
Occupations dans la transformation, la fabrication et les services publics seulement	10,6	7,9	7,2
Culture	5,3	3,8	3,8
Total	8,1	8,3	7,6

Source : Enquête sur la population active, moyennes annuelles.

cours de la dernière année, le nombre d'emplois à temps plein dans ce secteur a bondi de 11 %. Il est intéressant de constater qu'on n'a enregistré aucune perte compensatoire quant au nombre d'emplois à temps partiel dans le secteur culturel en 1999. En fait, on a enregistré une augmentation de 8 % des emplois à temps partiel dans ce secteur, alors qu'on a observé une perte de 3,1 % dans la population active générale en ce qui concerne les emplois à temps partiel.

L'année a été favorable pour les emplois dans les domaines du spectacle et de l'audiovisuel, lesquels ont augmenté de 18 % par rapport à 1998. D'autres disciplines ont enregistré une croissance des emplois à temps plein, notamment l'architecture, l'imprimerie, les beaux-arts et le dessin publicitaire. À l'inverse, les emplois dans les secteurs du patrimoine et des bibliothèques ont enregistré une certaine diminution tant pour les emplois à temps plein que pour ceux à temps partiel. En général, le travail à temps partiel a toujours été une caractéristique de la population active dans le secteur culturel. Certaines disciplines culturelles sont plus

susceptibles que d'autres de se traduire par du travail à temps partiel. Par exemple, les emplois en rédaction ont tendance à être des emplois à temps partiel et, en réalité, ce sont eux qui représentaient le plus gros de la croissance des emplois à temps partiel dans le secteur culturel en 1999. Cette même année, la proportion de travailleurs du secteur culturel qui ont occupé un emploi à temps partiel était de 23 %, tout comme en 1998. Les travailleurs de ce secteur citaient principalement la préférence personnelle (34 %) et les facteurs économiques (29 %) pour justifier leur travail à temps partiel en 1999.

Le nombre de travailleurs du secteur culturel a augmenté plus rapidement que celui des travailleurs autonomes en 1999

L'année 1999 a été celle d'une croissance record des travailleurs du secteur culturel. Cette année-là, le nombre de travailleurs du secteur culturel a augmenté d'un peu plus de 31 000, soit 12,2 %, ce qui représente le taux de croissance annuel le plus élevé observé au cours des années 1990. En fait, le nombre d'emplois

de ce secteur a augmenté quatre fois plus que tous les emplois de l'ensemble de la population active. La principale raison qui explique cette croissance est l'augmentation du nombre de travailleurs du secteur culturel dans le secteur privé³. Entre 1998 et 1999, le nombre d'employés du secteur culturel travaillant dans le secteur privé a augmenté de 17 %, tandis que celui du secteur public a diminué de 4 %. En comparaison, le nombre d'employés de l'ensemble de la population active qui travaillaient dans le secteur privé a augmenté de 3 %, alors que les employés du secteur public ont connu une croissance d'environ 4 % au cours de la même période.

L'année dernière, le nombre de travailleurs autonomes a augmenté de 46 000 (1,9 %) dans l'ensemble de la population active, ce qui constitue l'une des croissances les plus modestes de la décennie. Toutefois, les travailleurs autonomes du secteur culturel ont fait largement exception. Les emplois autonomes du secteur culturel ont augmenté de 9 400 (6,3 %), poursuivant la tendance à la hausse enregistrée durant les années 1990. Le travail autonome est une caractéristique remarquable de la population active du secteur culturel. Les emplois dans ce secteur dépendent largement de la capacité d'expression créatrice et du talent d'entrepreneur. En 1999, environ 36 % de tous les travailleurs du secteur culturel étaient des travailleurs autonomes.

³ Le secteur public comprend les employés de l'administration publique aux échelons fédéral, provincial et municipal ainsi que les employés des sociétés d'État, des régies des alcools et des autres institutions gouvernementales comme les écoles (y compris les universités), les hôpitaux et les bibliothèques publiques. Le secteur privé comprend tous les autres employés (source : Guide à l'Enquête sur la population active).

□

Données provinciales

En général, lors de l'analyse des tendances que font ressortir les données, nous n'observons que le portrait national et ce, sans porter une attention particulière aux tendances de certaines provinces ou de certains territoires. Afin de mettre plus de données culturelles provinciales à la disposition de nos utilisateurs, nous prévoyons intégrer des données provinciales à chaque édition de *La culture en perspective*. Pour la présente édition, nous avons choisi d'inclure des indicateurs reliés au secteur de l'édition du livre et à l'écoute de la radio. Notre prochaine édition présentera des données relatives à plusieurs industries culturelles.

Tableau 1

Profil de l'édition et de la diffusion exclusive de livres au Canada, 1998-1999

		La région de l'Atlantique	Québec	Ontario	La région des Prairies	C.-B.
Entreprises						
Maison d'édition	No.	32	216	249	78	68
Diffuseurs exclusifs	No.	-	18	30	4	5
Ouvrages édités¹						
Manuels scolaires	No.	23	1 115	1 679	118	363 ²
Livres pour la jeunesse	No.	15	787	789	27	72
Littérature générale	No.	196 ³	1 519	3 843	226	447
Autres	No.	x	714	2 461	45	
Ouvrages réimprimés¹						
Manuels scolaires	No.	4	2 012	2 949	141	203 ⁴
Livres pour la jeunesse	No.	13	630	526	48	55
Littérature générale	No.	91 ³	902	1 447	205 ³	x
Autres	No.	x	287	563	x	186
Ouvrages inscrits au catalogue¹						
Manuels scolaires	No.	265	13 515	16 984	936	3 9234
Livres pour la jeunesse	No.	250	4 417	4 423	340	503
Littérature générale	No.	1 781	17 349	16 314	2 108	x
Autres	No.	354	6 601	8 038	950	1 263
Ventes au Canada						
Propres ouvrages ¹	\$'000	9 307	407 993	1 181 757	25 888	61 746
Manuels scolaires	\$'000	761	110 773	155 256	5 419	16 815 ⁴
Livres pour la jeunesse	\$'000	397	29 495	26 377	1 602	1 584
Littérature générale	\$'000	8 149 ³	44 569	125 489	15 853	x
Autres	\$'000	x	54 426	134 275	3 014	7 128
Diffusion exclusive						
Manuels scolaires	\$'000	x	168 730	740 361	x	36 219
Livres pour la jeunesse	\$'000	x	4 531	252 915	x	x
Littérature générale	\$'000	x	41 604	97 416	x	x
Autres	\$'000	x	79 418	355 670	x	x
	\$'000	x	43 176	34 360	x	x
Exportations et autres ventes à l'étranger	\$'000	1 022	62 098	345 839	6 309	9 991
Personnel						
Employés à temps plein	No.	116	1 930	4 635	287	406
Employés à temps partiel	No.	35	284	823	91	65
Total des frais de personnel⁶	\$'000	3 504	86 720	237 025	10 966	14 262
Total des recettes	\$'000	11 853	511 936	1 567 723	38 125	78 825
Coût des ventes	\$'000	5 857	286 013	779 047	15 815	46 069
Total des frais d'exploitation	\$'000	5 805	209 703	670 387	20 988	31 335
Marge bénéficiaire avant impôts	\$'000	192	16 219	118 290	1 322	1 420
% des entreprises ayant déclaré un profit	%	50	62	54	59	48

¹ Comprend les activités des maisons d'édition seulement.² Comprend les renseignements des manuels scolaires et autres catégories de livres.³ Comprend les renseignements des littératures générale et autres catégories de livres.⁴ Comprend les renseignements des manuels scolaires et littérature générale.⁵ Comprend les renseignements des ventes des propres ouvrages et diffusion exclusive.⁶ Comprend les salaires des employés à temps plein et à temps partiel ainsi que les frais de sous-traitance.

Tableau 2

La répartition en pourcentage de l'écoute de la radio selon la formule par province montre que la musique country est plus populaire à Terre-Neuve, et la formule de stations à prédominance verbale au Québec, alors que dans l'ensemble, la musique contemporaine pour adultes est la formule la plus écoutée, automne, 1999

Formule de la station	Province										
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	%										
Musique contemporaine pour adultes	9,4	1,1	14,5	24,3	32,5	25,3	19,4	16,1	9,1	15,0	23,0
Rock (Album intégral)	-	0,1	18,3	0,1	3,6	3,3	0,0	14,9	17,0	8,6	6,0
Société Radio-Canada	10,9	17,1	16,8	14,2	7,6	8,7	10,3	12,5	8,8	13,7	9,7
Musique contemporaine	18,1	30,8	0,7	0,3	20,1	8,2	7,4	0,1	11,1	9,2	11,2
Country	54,8	35,9	30,3	18,6	1,4	8,5	21,0	39,7	26,5	10,5	12,0
Musique de détente	-	-	-	0,0	0,1	4,1	0,5	0,1	2,0	5,8	2,5
Succès souvenirs/ Rock	1,6	13,7	15,9	19,2	2,8	17,3	19,1	6,1	10,7	12,8	11,9
Musique légère	-	-	-	-	5,9	1,0	3,8	0,0	0,0	0,8	2,1
Autres	5,2	1,0	2,1	17,8	7,7	6,0	18,3	3,3	9,7	4,6	7,1
Sports	-	-	-	-	0,0	0,2	-	-	-	-	0,1
À prédominance verbale	-	0,0	1,4	0,1	16,8	11,7	0,0	6,9	4,5	13,9	11,1
Stations américaines	-	0,3	0,0	5,6	1,4	5,7	0,2	0,3	0,6	5,1	3,4
Écoute totale	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

- Néant ou zéro

□

Avis de publication de *La culture canadienne en perspective : Aperçu statistique*

Le Programme de la statistique culturelle (PSC) produit *La culture en perspective*, une publication trimestrielle qui traite de recherches intéressantes tant le grand public que les segments de marché spécialisés, et *La culture canadienne en perspective : Aperçu statistique*, une publication hors série. Cette publication présente une plus vaste perspective de l'évolution du paysage culturel au Canada. Des données provenant de toutes les enquêtes du PSC et d'autres sources internes et externes sont regroupées dans un produit qui expose la situation la plus complète possible de la santé et de la vitalité de la culture au Canada. Grâce à cet aperçu général, le lecteur peut se faire une meilleure idée des activités et des industries culturelles, et en retracer les tendances communes au fil des ans ainsi que les thèmes. La publication intéresse bon nombre des lecteurs de *La culture en perspective*, mais va beaucoup plus en profondeur, et son utilité comme outil éducatif est précieuse. Cette publication repère permet de situer en contexte les données diffusées dans *Le Quotidien de Statistique Canada* ou dans *La culture en perspective*.

L'édition 2000 de *La culture canadienne en perspective : Aperçu statistique* débute par un chapitre sur les dimensions économiques du secteur culturel (p. ex. l'influence du secteur culturel sur l'économie, les activités culturelles des touristes et la position du secteur culturel par rapport au commerce international). Ensuite, les dimensions sociales de la culture sont étudiées : la population active du secteur culturel, la charité au sein du secteur culturel, la consommation de biens et de services liés à la culture, etc. Dans le troisième chapitre, on examine en profondeur divers secteurs, comme le patrimoine, les arts d'interprétation et les bibliothèques. Les questions de propriété et de contenu dans les branches d'activité liées à la culture (édition, film, diffusion et musique) sont abordées dans le quatrième chapitre. Le dernier chapitre porte sur la qualité des données et la méthodologie.

La prochaine édition de *La culture canadienne en perspective : Aperçu statistique* devrait sortir à la fin du mois de novembre. Pour commander cette publication, composez sans frais le 1 800 267-6677. Si vous souhaitez obtenir un exemplaire sur papier, demandez le numéro 87-211-XPB au catalogue (31,00 \$); si vous préférez la version électronique (Internet), demandez le numéro 87-211-XIB au catalogue (23,00 \$).

RENSEIGNEZ-VOUS...

Nous espérons que vous jugerez ce bulletin instructif et utile. Veuillez nous faire part de vos observations par écrit, par téléphone ou par télécopieur.

Mary Cromie
Rédactrice en chef, *La culture en perspective*,
Programme de la statistique culturelle,
Immeuble R.-H.-Coats, 17-D
Statistique Canada,
Ottawa (Ontario)
K1A 0T6



Téléphone : (613) 951-6864; télécopieur : (613) 951-9040; courrier électronique :
crommar@statcan.ca.

Pour plus de renseignements sur les publications, les produits, les totalisations spéciales ou le contenu de certaines enquêtes, veuillez communiquer avec l'une ou l'autre des personnes suivantes:

Directeur-adjoint, Culture Brad Ruth 951-6433 ruthbra@statcan.ca

Section des enquêtes culturelles

Chef	John Gordon	951-1565	gordonj@statcan.ca
Édition et diffusion du livre	Tom Gorman	951-3498	tom.gorman@statcan.ca
Édition du périodique	Tom Gorman	951-3498	tom.gorman@statcan.ca
Film et vidéo	Michael Pedersen	951-3305	pedemic@statcan.ca
Radio et télévision	Lotfi Chahdi	951-3136	chahlot@statcan.ca
Cinéma	Norman Verma	951-6863	vermnor@statcan.ca
Enregistrement sonore	Erika Dugas	951-1568	dugaeri@statcan.ca
Arts d'interprétation	Marie Lavallée-Farah	951-1571	lavamar@statcan.ca
Établissements du patrimoine	Fidel Ifedi	951-1569	ifedfid@statcan.ca
Dépenses publiques au titre de la culture	Norman Verma	951-6863	vermnor@statcan.ca

Section de la recherche et des communications

Chef	Michel Durand	951-1566	duramic@statcan.ca
Données sur les consommateurs de biens et de services culturels	Lucie Ogrodnik	951-4777	ogroluc@statcan.ca
Répercussions économiques	Michel Durand	951-1566	duramic@statcan.ca
Le commerce et l'investissement dans le secteur culturel	Michel Durand	951-1566	duramic@statcan.ca
Sport	Lucie Ogrodnik	951-4777	ogroluc@statcan.ca
Analyse sur la population active	Jackie Luffman	951-1563	luffjac@statcan.ca

La culture en perspective

Rédactrice en chef : Mary Cromie,
(613) 951-6864.

Renseignements sur les abonnements

Les prix ne comprennent pas les taxes de vente

Le produit n° 87-004-XPB au catalogue est publié trimestriellement en version imprimée standard et est offert au prix de 9 \$ CA l'exemplaire et de 27 \$ CA pour un abonnement annuel. ISSN 0843-7548

Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	24 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	40 \$ CA

Ce produit est aussi disponible sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada, sous le n° 87-004-XIF au catalogue, et est offert au prix de 7 \$ CA l'exemplaire et de 20 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services. ISSN 1492-7632

Droit d'auteur

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. Reproduction ou citation autorisée sous réserve d'indication de la source: Statistique Canada © Ministre de l'Industrie, 2000. Tous droits réservés.

Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois et dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de chez vous.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" — "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 1984.

